

<https://www.paris-normandie.fr/id422518/article/2023-06-12/harcelement-scolaire-pourquo...>

Par Patricia LIONNET

🕒 13 min read

Harcèlement scolaire. Pourquoi le corps enseignant est vent debout contre la demande du ministre

Lundi 12 juin 2023 devait débiter dans les collèges la semaine de sensibilisation au harcèlement avec une séance d'une heure. Sauf que cela serait matériellement infaisable, selon les premiers concernés. La demande du ministre de l'Éducation nationale suscite de vives réactions des syndicats normands du secondaire.



Publié: 12 Juin 2023 à 17h37 Temps de lecture: 3 min

La demande – voire l'injonction – a du mal à passer auprès du corps enseignant et des directeurs d'établissement de la région, d'abord en raison de la forme. [Recevoir un mail un vendredi soir](#) pour mettre en place une heure de sensibilisation autour du « harcèlement et des réseaux sociaux » entre le 12 et le 16 juin 2023 n'est pas « recevable » à écouter les syndicalistes. Une décision prise dans le contexte d'une actualité violente, le suicide de Lindsay, [l'adolescente de 13 ans qui s'est suicidée en mai dans le Pas-de-Calais](#)

« C'est un sujet important, il est nécessaire de poursuivre les efforts pour éviter les situations de harcèlement, mais c'est la façon dont est proposée cette intervention : c'est

juste insupportable d'être informé la veille d'un week-end que M. le ministre nous prendra en visioconférence ou webinaire le mardi sans se soucier de tous les plannings de classe, de conseils de classe, d'enseignants, pédagogiques en juin avec une mise en place rapide. Impossible de le faire sérieusement en si peu de temps », tacle Joël Delhopital, qui dirige le lycée de la restauration à Louviers. Le « *temps médiatique* » n'a rien à voir selon le secrétaire académique du [SNPDEN-Unsa \(*\)](#), [premier syndicat des personnels de direction](#) avec le temps nécessaire pour « *faire les choses.* »

« On va dire : le harcèlement, c'est pas bien, nous serons ridicules ! »

Claire-Marie Féret, prof en collège à Canteleu près de Rouen, réagit dès le lundi matin : « *beaucoup de collègues ne doivent pas le savoir. C'est totalement improvisé. Cela renvoie vers une drôle d'image, comme si rien ne se passait dans les établissements, alors qu'il y a un travail de fond mené par les conseillers principaux d'éducation et par de nombreuses associations. Une heure de sensibilisation parachutée sans rien d'autre ne veut rien dire. On va dire : "le harcèlement c'est pas bien" et nous serons ridicules !* »

Dans l'académie de Normandie, [le dispositif national « pHARe »](#) est effectivement déployé. Il s'agit d'un plan de prévention du harcèlement et du cyberharcèlement entre élèves décliné dans les écoles élémentaires et les collèges depuis la rentrée 2022, et dans les lycées à partir de la rentrée 2023.

« *Ce qu'on nous demande peut donner l'impression qu'il est urgentissime de s'y atteler. L'heure de sensibilisation est faite depuis un moment dans chaque classe* », réagit Sylvain Caron, principal du collège Les Hauts du Saffimbec. Dans cet établissement de [Pavilly](#), il y a eu trois journées de formation avec la cellule médico-sociale. Comme ailleurs, 25 élèves-ambassadeurs sur tous les niveaux de classe et une équipe qui écoute en cas de harcèlements sont nommés.

« Traité d'avatar à cause de ses grandes oreilles »

Pour le responsable d'établissement et secrétaire SNPDEN pour la Seine-Maritime, « *cela permet de prendre les situations tôt. Plus de 80 % des situations sont de l'ordre des petites disputes et moqueries, mais ce qui existe évite que cela dégénère vers ce qui se répète et donc vers le harcèlement. Il y avait un élève qui était traité d'avatar à cause de ses grandes oreilles. Les enfants ne se rendent pas toujours compte.* »

Cette année, une dizaine d'exclusions, liées à un harcèlement, ont été prises.

Selon Joël Delhopital, « *cette sensibilisation permet juste de se débarrasser d'un sujet qui est dans l'actualité. Le plus difficile est de réussir à faire la preuve du harcèlement. Ce qui demande temps et moyens humains.* » Sollicités, les services du rectorat n'ont pas donné suite lundi 12 jun 2023.

(*) : Syndicat national des personnels de direction de l'Éducation nationale.

Lire aussi

Prise illégale d'intérêts:le maire de Saint-Martin-de-Boscherville plaide sa bonne foi en appel

Pizzaïolo de l'Eure accusé de viols de salariées: un procès marathon

Un Havrais se lance dans une course de 310 km pour sensibiliser à l'agroécologie

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Harcèlement scolaire Éducation Collège LOUVIERS (Eure).

A lire aussi

